

Mobilité, réseaux et innovation.

Nouveau paradigme dans la recherche sur la politique migratoire ?

Sandro CATTACIN¹ et Alexandrina IREMCIUC²

Résumé: *Cet article retrace les tendances qui ont dominé ces dernières années dans la recherche scientifique sur la politique migratoire. Il s'agit notamment des quatre tendances suivantes: (1) le passage de la perspective de migration à celle de la mobilité; (2) le changement du paradigme d'appartenance nationale en citoyenneté multiple et urbaine; (3) le déplacement de l'approche de « l'emprise étrangère » vers la perspective de l'innovation; et, finalement, (4) le passage de la politique d'asile à la coopération au développement. Ces tendances représentent tout autant de défis en matière de politique migratoire en Europe, et c'est de ce point de vue qu'elles sont analysées dans ce texte.*

Mots clés: *migration, mobilité, citoyenneté, innovation, réseaux, coopération*

Sandro CATTACIN: Est professeur ordinaire de sociologie à l'Université de Genève (UNIGE) et Directeur de l'Institut de recherches sociologiques (IRS). Il a étudié l'histoire économique à l'Université de Zürich, puis les sciences politiques et sociales à l'Institut universitaire européen de Florence. De 1999 au 2002, il a été Directeur du Forum suisse pour l'étude des migrations et des populations. Ses domaines de recherches sont la sociologie urbaine et les questions des différences identitaires. Publication récente: Brandsen, Taco, Sandro Cattacin, Adalbert Evers and Annette Zimmer (éd.) (2016). *Social Innovations in the Urban Context*. N.Y.: Springer.

sandro.cattacin@unige.ch

Alexandrina IREMCIUC: Est doctorante à l'Université de Genève. Sa thèse porte sur les questions de mobilité et d'inclusion en Europe. Elle a obtenu son Master auprès de l'Institut européen de l'Université de Genève (IEUG). Elle est spécialiste en gestion-coordination de projet et communication, dans le milieu académique et humanitaire. Publication récente: « Les associations civiques, élément stabilisateur dans les Balkans ? Le cas de l'aide aux migrants », Alexandrina Iremciuc, *Highlights no.14*, 2017 Geneva Hub for Democracy.

alexandrina.iremciuc@hotmail.com

Introduction

La politique migratoire est décrite comme un chantier (interminable) depuis bientôt trente ans. Trop de facteurs influencent cette politique, et il est dès lors difficile de savoir lequel de ceux-ci pourrait prendre le dessus sur les autres, et inversement, lequel pourrait être écarté. La politique migratoire fait partie intégrante des processus de globalisation et des dynamiques d'individualisation. Elle est liée aux déséquilibres économiques et politiques qui, au fil du temps, ont ouvert tout un champ de recherche sur la relation entre les mouvements migratoires, les changements écologiques et les catastrophes naturelles. Dans ce contexte, il appartient à la politique migratoire de continuer à questionner car parler d'une crise – comme l'a fait par exemple Myron Weiner³ – revient alors à nier la normalité de cette dynamique.

En outre, les défis en matière de politique migratoire se distinguent selon le contexte. L'Asie, l'Afrique et l'Amérique du Sud sont actuellement prises dans une dynamique de globalisation qui n'est plus due au colonialisme militaire alors qu'au même moment, elles vivent des restructurations économiques et des bouleversements politiques, les mêmes que l'Europe a connu et qui se sont étalés

¹ Professeur ordinaire. Département de sociologie, Faculté des Sciences de la société, Université de Genève, Suisse.

² Doctorante. Département de sociologie, Faculté des Sciences de la société, Université de Genève, Suisse.

³ Myron Weiner, *The Global Migration Crisis: Challenge to States and to Human Rights* (New York: HarperCollins College Publishers, 1995).

sur plus d'un siècle. De nouveaux déséquilibres, des développements inégaux et des zones de croissance variables font désormais partie du paysage de ces continents⁴.

Les conflits régionaux et les hommes, femmes et enfants qui quittent leur pays d'origine sont autant le résultat d'un monde déchaîné que des relations économiques croissantes. En plus de la fuite et de l'expulsion, la migration devient, dans ces régions du monde, une migration nationale et régionale de la campagne vers les villes, ce qui mène à un processus d'urbanisation de la population mondiale. Selon les prévisions, cinq milliards de personnes vivront dans les villes et dans les agglomérations urbaines en 2030⁵. Cela équivaut à environ 60% de la population mondiale.

Si nous comparons l'Europe et l'Amérique du Nord, nous trouvons de similitudes du point de vue de la politique migratoire. La croissance démographique dépend des soldes migratoires, la politique migratoire sélective – qui privilégie la mobilité des personnes qualifiées – a comme corollaire une augmentation de la migration irrégulière⁶. Cette harmonisation contextuelle entre l'Europe et l'Amérique du Nord se retrouve également à d'autres niveaux, tout aussi importants, en matière de migration. Il s'agit notamment de l'augmentation de l'économie fondée sur la croissance et de la flexibilisation des conditions de travail, ou encore de la baisse de fertilité ou du vieillissement de la population.

Bien que la migration représente de manière générale – en ce qui concerne les effets économiques du moins – des avantages dans toutes les régions du monde⁷, les similitudes et les différences entre les contextes divers de la migration ne permettent pas pour autant d'identifier des tendances valables pour l'ensemble des régions du monde. Par conséquent, nous nous concentrerons sur cette partie du globe qu'on désignait autrefois comme Occident ou Premier monde. Aujourd'hui, les nouveaux rapports géopolitiques imposent une autre désignation, plus neutre, comme Europe, qui se distingue nettement de l'ancienne vision hiérarchique du monde⁸.

Première tendance: de la migration à la mobilité

Le potentiel de travailler sur la problématique migratoire est limité car la migration n'est pas une catégorie théorique mais empirique, née dans le contexte de la construction des nations et qui mobilise ainsi le schéma: intérieur/extérieur, mouvement/stasis. En outre, le duo personne-extérieure/migration se trouve opposé à la normalité personne-intérieure/immobilité. Cela revient à dire que nous faisons simultanément deux actions: nous posons un regard artificiel sur la migration internationale et nous la normalisons, comme s'il existait une différence fondamentale entre un paysan italien des Abruzzes qui trouve un emploi à Milan et un paysan de la même région qui en trouve un à Lugano⁹.

D'un point de vue historique, cette vision exclut la caractéristique de l'humanité qui a toujours été celle de la mobilité, et non pas celle de l'immobilité. L'être humain est constamment allé là où les perspectives des conditions de vie sociale, politique ou économique sont meilleures. Si nous considérons l'immobilité comme une conquête sociale, nous méconnaissons en revanche, le fait que c'est souvent la rencontre avec la diversité, ainsi qu'avec la densité, la centralité et l'urbanité – tout autant de caractéristiques des sociétés mobiles¹⁰ – qui rendent l'innovation possible. A cela s'ajoute une littérature abondante qui démontre que les premiers signes d'un déclin économique viennent des baisses de la population et des soldes migratoires négatifs¹¹.

⁴ Renvoyons ici simplement aux analyses sur les *BRIC* et les *new BRIC States*: Julian Cooper, "Of BRICs and Brains: Comparing Russia with China, India, and Other Populous Emerging Economies," *Eurasian Geography and Economics* 47, no. 3 (2006).

⁵ International Organization for Migration (IOM), *World Migration Report 2015. Migrants and Cities: New Partnerships to Manage Mobility* (Geneva: International Organization for Migration, 2015).

⁶ Sandro Cattacin, "Difference as Unity – On the Americanization of European Migration Policies," in *Multiculturalisms: Different Meanings and Perspectives of Multiculturalism in a Global World*, ed. Barbara Pozzo (Bern: Stämpfli, 2009).

⁷ Les analyses de longue durée montrent que ces effets sont moins élevés dans les régions avec une forte fertilité que dans les pays avec une faible fertilité. Matthew R. Sanderson, "Does Immigration Promote Long-term Economic Development? A Global and Regional Cross-national Analysis, 1965–2005," *Journal of Ethnic and Migration Studies* 39, no. 1 (2012).

⁸ Edward Saïd, *Orientalism* (London: Routledge & Kegan Paul, 1978).

⁹ Nina Glick Schiller and Noel B. Salazar, "Regimes of Mobility Across the Globe," *Journal of Ethnic and Migration Studies* 39, 2 (2013).

¹⁰ Richard L. Florida, *Cities and the Creative Class* (New York; London: Routledge, 2005).

¹¹ Cristina Martínez-Fernández, *Demographic Change and Local Development Shrinkage, Regeneration and Social Dynamics* (Paris: OECD Publishing, 2012).

C'est également la raison pour laquelle il serait risqué que de vouloir résoudre les défis démographiques par la migration. Car la migration n'est un facteur important que si les endroits restent attractifs; le terme d'attractivité étant entendu ici comme synonyme des chances projetées par les personnes mobiles d'améliorer leurs propres conditions de vie. Si tel n'était pas le cas, ces endroits ne demeureraient plus que ceux des personnes locales voire des personnes âgées. Les villages de montagne en disent long à ce sujet. Et les démographes Nico van Nimwegen et Rob van der Erf le soulignent également:

International migration, both intra- and extra-European, can and most probably will play an increasingly important role in solving shortages in European labour markets and as such will help to accommodate population-related challenges. International migration, however, cannot stop or reverse population ageing. It may delay the onset of population decline in Europe but cannot reverse this imminent trend.¹²

Par conséquent, c'est la mobilité, et non la migration, qui dessine les biographies individuelles. Car il n'est pas rare que la migration internationale et la migration nationale apparaissent simultanément dans la vie d'une personne, que le lieu de travail et celui du domicile soient séparés, que les contacts sociaux et professionnels soient répartis à travers un territoire voire au-delà des territoires. Les expériences et les relations multi-locales remplacent ainsi le modèle du mouvement et de la sédentarisation¹³ et demandent aux sociétés de se redéfinir comme territoires de la circulation¹⁴.

Le déplacement de l'approche de la migration vers la mobilité ne permet pas uniquement de gagner en précision analytique, mais également de renouveler les perspectives de régulation de la politique. Car si la mobilité devient la normalité, la politique doit répondre à des défis tout autres que dans les sociétés sédentaires. La recherche sur la mobilité décrit ces défis de plusieurs points de vue allant, par exemple, de la micro-perspective des dynamiques des familles et de l'éducation¹⁵, en passant par la meso-perspective de l'organisation – qui se conçoit comme un réseau multi-territorial (et multi-national) d'une entreprise¹⁶, à la macro-perspective de la pluralisation sociale et au déclin de la régulation nationale des appartenances identitaires¹⁷.

Si les villes échangent aujourd'hui cinq à dix pour cent de leur population par an¹⁸, que la mobilité interne et externe marquent l'image d'un monde en mouvement¹⁹ et que – par exemple en Suisse – plus de la moitié de la population est issue de la mobilité transnationale²⁰, les politiques axées sur la sédentarisation sont alors inadéquates.

Le domaine de la politique d'asile n'est pas le seul qui continue de regarder la migration selon le principe qu'il existe des Etats de *transit*, comme s'il existait une destination finale dans la planification de la mobilité²¹, que les requérants d'asile agissaient exclusivement en fonction de leur lieu d'origine et qu'ils devaient, en conséquence, y être renvoyés lors d'un refus de leur demande²². Ce *sedentary bias* continue également à marquer de manière significative la *politique d'intégration* dans la mesure où elle part du principe que dans une société, la mobilité – et par extension, la décision de migrer – est une exception, et que s'installer de manière permanente dans un même lieu, est la règle. Cette vision

¹² Nico van Nimwegen and Rob van der Erf, "Europe at the Crossroads: Demographic Challenges and International Migration," *Journal of Ethnic and Migration Studies* 36, no. 9 (2010): 1377.

¹³ Cédric Duchêne-Lacroix and Pascal Maeder, "La multilocalité d'hier et d'aujourd'hui entre contraintes et ressources, vulnérabilité et résilience," in *Hier und dort: Ressourcen und Verwundbarkeiten in multilokalen Lebenswelten*, ed. Cédric Duchêne-Lacroix and Pascal Maeder (Hg.) (Basel: Itinera; Russel King, "Towards a New Map of European Migration," *International Journal of Population Geography* no. 8 (2002): 94.

¹⁴ Gildas Simon, "Migrations, la spatialisation du regard," *Revue européenne des migrations internationales* 22, no. 2 (2006): 16.

¹⁵ Gil Viry, "Residential Mobility and the Spatial Dispersion of Personal Networks: Effects on Social Support," *Social Networks* 34, no. 1 (2012).

¹⁶ Manuel Castells, *The Rise of the Network Society* (Oxford: Blackwell Publishers, 2010 [1996]), 163.

¹⁷ Christian Joppke, "Transformation of Citizenship: Status, Rights, Identity," *Citizenship Studies* 11, 1 (2007).

¹⁸ Budde et al., *Second State of European Cities Report* (Essen: Rheinisch-Westfälisches Institut für Wirtschaftsforschung, 2010), 55.

¹⁹ Stephen Castles and Mark J. Miller, *The Age of Migration*, Fourth Edition, *International Population Movements in the Modern World* (New York; London: Guilford Press, 2009).

²⁰ Sara Carnazzi Weber and Sylvie Golay, *Interne Migration in der Schweiz* (Bundesamt für Statistik (BFS)) (Neuchâtel: BFS, 2005).

²¹ Christina Oelgemöller, "'Transit' and 'Suspension': Migration Management or the Metamorphosis of Asylum-Seekers into 'Illegal' Immigrants," *Journal of Ethnic and Migration Studies* 37, no. 3 (2011).

²² Oliver Bakewell, "'Keeping Them in Their Place': The Ambivalent Relationship between Development and Migration in Africa," *Third World Quarterly* 29, no. 7 (2008).

prédominante des premières années de l'après-guerre – malgré le *rêve du retour* (voir par exemple les thèses d'acculturation de Hoffmann-Nowotny, 1970) – continue à marquer les politiques d'intégration en Europe. Il n'est dès lors pas étonnant de constater qu'en dépit des moyens mis à disposition pour immobiliser les personnes mobiles, l'Europe échoue.

Les conséquences en matière de politique d'habitation et d'aménagement du territoire doivent également être évoquées. Dans ce contexte, il faut premièrement mentionner que, les pays avec un grand pourcentage de locataires/-trices (comme la Suisse) ou avec une politique libérale en matière d'achat de maison (comme les Etats-Unis), peuvent mieux réagir aux déplacements de la demande de travailleurs que des pays comme l'Italie qui protègent [le fait d'avoir] sa propre maison et empêchent ainsi la mobilité²³. Deuxièmement, une politique de densification, à la place d'une politique extensive d'habitation, favorise une forte mobilité qui est après tout, principalement axée sur les villes. Troisièmement, une politique de développement urbain peut mieux s'adapter à la mobilité permanente et à la différence, si elle les prend aussi en compte d'un point de vue conceptuel dans la planification et la construction²⁴.

Le passage de la perspective de la migration à celle de la mobilité comporte toutefois quelques risques qui sont loin d'être négligés dans les controverses scientifiques.

La mobilité, argumente-t-on, reflète surtout le comportement d'une élite globale privilégiée et ne tient alors pas suffisamment compte des asymétries entre ceux qui peuvent choisir la mobilité et ceux qui sont forcés à migrer²⁵, comme l'expose Castles (2010):

International recruitment of highly skilled personnel was considered valuable, while lower-skilled migrant workers were seen as out-of-place in shiny new post-industrial economies. Movements of the highly skilled were celebrated as professional mobility, while those of the lower-skilled were condemned as unwanted migration. Mobility equaled good, because it was the badge of a modern open society; migration equaled bad because it re-awakened archaic memories of invasion and displacement. But it seems to me that a focus on migration, rather than mobility, better reflects real power relations.²⁶ (Castles 2010: 1567).

Bien que ces arguments doivent être sérieusement considérés, ils restent fidèles à la perspective misérabiliste qui continue à dénier le pouvoir de décision autonome de certaines personnes mobiles, en les enfermant dans la case des simples victimes, ce qui ne correspond pas à la réalité. Car si tel était le cas, pas seulement *quelques* personnes migreraient – celles qui se retrouvent dans des conditions économiques, sociales ou politiques difficiles – mais *toutes*. De surcroît, comme l'affirme Laura Agustín (2003), la faculté de prendre des décisions de mobilité conscientes est propre à toutes les personnes qui changent de domicile, et donc aux personnes migrantes vulnérables aussi.²⁷ Dans ses analyses de la globalisation d'en-bas, Alain Tarrius démontre comment la mobilité est décidée justement par ces personnes qui viennent des régions pauvres – et qui disposent d'ailleurs d'un excellent réseau²⁸ – mais également que celles-ci ne visent pas nécessairement, à s'installer de manière permanente²⁹.

De ce fait, nous pouvons affirmer que la mobilité n'est pas réservée aux personnes migrantes vulnérables. Et par conséquent, qu'elle ne doit pas être abordée dans une perspective de victimisation de ces personnes, mais qu'au contraire, la mobilité doit être considérée comme une partie intégrante de l'être humain voire de l'être humain globalisé.

Deuxième tendance: de l'appartenance nationale à la citoyenneté multiple et urbaine

²³ Roberta Cucca and Costanzo Ranci, "Sviluppo e disuguaglianze. Monaco, Barcellona, Copenhagen e Lione a confronto," *Territorio* 61 (2012).

²⁴ Leonie Sandercock, *Towards Cosmopolis: Planning for Multicultural Cities* (Chichester, England; New York: J. Wiley, 1998); Leonie Sandercock, "When Strangers Become Neighbours: Managing Cities of Difference," *Planning Theory and Practice* 1, no. 1 (2000); Leonie Sandercock, "Towards a Cosmopolitan Urbanism," in vol. 1 of *Dialogues in Urban and Regional Planning*, ed. Thomas L. Harper et al. (Milton Park: Routledge, 2011).

²⁵ Barak Kalir, "Moving Subjects, Stagnant Paradigms: Can the 'Mobilities Paradigm' Transcend Methodological Nationalism?," *Journal of Ethnic and Migration Studies* (2012): 323.

²⁶ Stephen Castles, "Understanding Global Migration: A Social Transformation Perspective," *Journal of Ethnic and Migration Studies* 36, no. 10 (2010): 1567.

²⁷ Mais cela signifie qu'au fond, on peut également faire appel à la responsabilité des personnes mobiles pour leurs décisions lorsque celles-ci se tournent par exemple vers des activités criminelles.

²⁸ Alain Tarrius, *La mondialisation par le bas: Les nouveaux nomades de l'économie souterraine* (Paris: Balland, 2002).

²⁹ Lamia Missaoui and Alain Tarrius, "Villes et migrants, du lieu-monde au lieu-passage," *Revue européenne des migrations internationales* 22, no. 2 (2006).

Le passage d'un monde de la migration et de la sédentarisation à un monde de la mobilité permanente a aussi des conséquences sur la manière dont on définit l'appartenance. Les études sur la praxis de naturalisation suisse montrent depuis longtemps que c'est le gain en mobilité - notamment la sécurité de pouvoir retourner en Suisse malgré la mobilité -, et non pas l'appartenance nationale, qui motive la plupart des personnes avec un passeport étranger à obtenir la nationalité suisse³⁰.

Au-delà du cas Suisse, l'augmentation des naturalisations est une réalité partout en Europe³¹. Une étude effectuée dans dix-sept pays de l'Union Européenne montre certes encore de grandes différences dans les procédures, mais aussi une tendance libérale générale vers un allègement de l'accès à la citoyenneté, comme le constate Maarten P. Vink et Gerard-René de Groot leurs résultats:

The two trends with the strongest converging effect, apart from ius soli provisions for second- and third-generation immigrants, are the (near-) fulfillment of the equal treatment of men and women with regard to the descent-based transmission of citizenship, and the increasing acceptance of multiple-citizenship. This latter trend in particular, in regard to the abolition of renunciation demands and of loss provisions, is surprising given that the international framework has changed from an explicitly negative view on multiple citizenship to one at best described as neutral. With regard to acceptance of multiple-citizenship [...] there is clear trend of convergence upon a more liberal model.³²

Ce qui est peut-être encore davantage notable, c'est que de plus en plus d'Etats européens offre la possibilité de la citoyenneté multiple. Si celle-ci n'affaiblit pas entièrement le sentiment d'appartenance à un seul territoire national, elle le relativise cependant³³. En prolongeant cette idée, Thomas Faist explique pourquoi dans un monde mobile, la citoyenneté multiple serait la réponse à la question de l'appartenance voire du dilemme identitaire car elle y apporte une dimension transnationale:

[...] many migrants commonly have attachments and involvements in two or more places across national state borders, and consequently they have plural identifications and loyalties. When dual citizens regard their citizenship(s) as an essential part of their identity, they often express emotional difficulties deciding which citizenship they would keep if they had to give up one of them. The acceptance of dual citizenship may recognize the specific symbolic and emotional ties immigrants have.³⁴

Effectivement, l'Europe est de nos jours faite de relations et d'expériences de vie transnationales au niveau individuel³⁵. Cela revient à dire que l'appartenance multiple favorise l'identification avec des territoires transnationaux ou supranationaux abstraits³⁶, à l'aide notamment, des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) qui confèrent à ceux-ci une réalité concrète sous forme de contacts virtuels continus³⁷. Certains auteurs vont encore plus loin en affirmant qu'il y aurait un potentiel de développer une *éthique cosmopolite* individuelle^{38, 39}.

Toujours est-il que cette appartenance multiple – qui s'impose de plus en plus – a certes un impact au niveau individuel pourtant, elle ne suffit pas à remplacer les relations territoriales, d'où la

³⁰ Pierre Centlivres, *Devenir Suisse. Adhésion et diversité culturelle des étrangers en Suisse* (Genève: Georg: 1990); Christin Achermann and Stefanie Gass, *Staatsbürgerschaft und soziale Schliessung eine rechtsethnologische Sicht auf die Einbürgerungspraxis der Stadt Basel* (Zürich: Seismo, 2003).

³¹ Voir par exemple pour l'UE: Fabio Sartori, "Acquisitions of Citizenship on the Rise in 2009," *Eurostat - statistics in focus* 24 (2011).

³² Maarten P. Vink and Gerard-René De Groot, "Citizenship Attribution in Western Europe: International Framework and Domestic Trends," *Journal of Ethnic and Migration Studies* 36, no. 5 (2010): 731. Voir aussi le numéro spécial de la Revue suisse de sociologie sur la nouvelle deuxième génération (Sandro Cattacin al. (eds), *The New Second Generation. Special Issue of the Swiss Sociological Review* (Zurich: Seismo, 2016).

³³ Jussi Kaspero Ronkainen, "Mononationals, Hyphenationals, and Shadow-nationals: Multiple Citizenship as Practice," *Citizenship Studies* 15, no. 2 (2011): 260.

³⁴ Thomas Faist, "Towards Transnational Studies: World Theories, Transnationalisation and Changing Institutions," *Journal of Ethnic and Migration Studies* 36, no. 10 (2010): 1680.

³⁵ Rosita Fibbi and Gianni D'Amato, "Transnationalisme des migrants en Europe: une preuve par les faits," *Revue européenne des migrations internationales* 24, no. 2 (2008).

³⁶ Il a été démontré que l'identification avec les pays d'origine est d'autant plus forte qu'est plus grand le refus au lieu de vie actuel. Voir: Liza Mügge, "Dual Nationality and Transnational Politics," *Journal of Ethnic and Migration Studies* 38, no. 1 (2012).

³⁷ Mihaela Nedelcu, "Migrants' New Transnational Habitus: Rethinking Migration through a Cosmopolitan Lens in the Digital Age," *Journal of Ethnic and Migration Studies* 38, 9 (2012).

³⁸ Joachim Blatter, "Dual Citizenship and Theories of Democracy," *Citizenship Studies* 15, no. 6-7 (2011): 792; Ulrich Beck and Edgar Grande, *Das kosmopolitische Europa. Gesellschaft und Politik in der zweiten Moderne* (Frankfurt am Main: Suhrkamp, 2004).

³⁹ Pour une critique du sujet, voir Meyda Yeğenoğlu, qui pense que la vie cosmopolite est réservée aux personnes dans les pays riches. Meyda Yeğenoğlu, "Cosmopolitanism and Nationalism in a Globalized World," *Ethnic and Racial Studies* 28, no. 1 (2005).

formation en parallèle des rapports identitaires locaux. Ces rapports locaux ont l'avantage d'être plus accessibles que les rapports nationaux, permettant ainsi aux individus de s'identifier tout autant à ceux-ci qu'à certains endroits et d'y projeter une familiarité et des sentiments d'appartenance; et cela, même après de brefs séjours comme par exemple des séjours touristiques. En d'autres termes, le sentiment d'appartenance nationale n'est pas seulement atténué par la citoyenneté multiple mais également par les rapports identitaires locaux qui gagnent progressivement en importance⁴⁰. Manuel Castells condense en ces quelques lignes l'essentiel de cette dynamique:

Thus, from the glory of Barcelona to the agony of Grozny, territorial identity and local/regional governments have become decisive forces in the fate of citizens, in the relationships between state and society, and in the reshaping of nation-states. A survey of comparative evidence on political decentralization seems to support the popular saying according to which national governments in the information age are too small to handle global forces, yet too big to manage people's lives.⁴¹

Ce qui ressort des dires de Castells c'est la difficulté des individus à s'identifier avec les Etats-nations, mais également le fait que ces derniers sont politiquement dépassés – au regard des défis globaux et des frontières de l'Etat social – par la régulation des destins personnels pluriels. Ce qui n'est pas sans rappeler le constat d'Emile Durkheim, à savoir que l'Etat peut seulement étudier des questions générales et que les rapports inter-humains ne sont souvent traités que de manière indifférenciée et plate⁴².⁴³ Il n'est dès lors pas surprenant que la pluralisation des styles et des situations de vie, de même que l'affaiblissement des Etats-nations conduisent à une renaissance de la politique urbaine – plus près des hommes, de leur quotidien et de leurs problèmes⁴⁴ – surtout que les régulations nationales en matière de politique sociale deviennent insuffisantes pour répondre à la vulnérabilité croissante. Mais qui conduit en même temps aussi à des combats symboliques d'arrière-garde des partis nationalistes⁴⁵.

Les débats sur la pauvreté menés depuis les années '80 (voir *nouvelle pauvreté*⁴⁶), montrent que l'Etat-nation ne sait manifestement plus quel chemin emprunter et que la politique sociale locale – notamment la politique sociale urbaine – a non seulement gagné en poids mais également en efficacité. Ce déplacement n'est pas entièrement involontaire, du point de vue de l'Etat-nation. Les difficultés financières, de même que les demandes de décentralisation, ont renforcé partout en Europe, le niveau régional et local. Yuri Kazepov l'a d'ailleurs décrit d'un point de vue empirique. Son constat est clair: en Europe, dans son ensemble, ce sont plutôt les politiques passives de redistribution qui se maintiennent au niveau national (les assurances sociales redistributives), tandis que les politiques actives (comme les programmes *workfare* et les formations continues) sont décentralisées ou se développent de manière autonome et fragmentée⁴⁷.

Ce déplacement fragmenté des politiques vers les villes, qui doivent s'occuper des problèmes complexes et des situations de vie spécifiques, a des conséquences sur les droits civiques car en l'occurrence, les villes sont contraintes d'expérimenter de nouvelles formes d'appartenance juridique⁴⁸:

Being bold we could say that – as in the Middle Ages – cities are once again laboratories of how citizenship, in terms of membership, social inclusion and participation, is going to be constructed in the future; that is Weber's claim for Europe's specificity. The real challenge plays out in the definition of who is included and who is excluded. The increasing complexities cities have to face – new populations, migrants, more

⁴⁰ Ce rapport local peut aussi se fonder sur des associations qui se définissent par la région d'origine ou par le lieu d'origine. Mais ces associations revêtent avant tout le rôle d'aides à l'inclusion dans le nouveau lieu de vie Sandro Cattacin and Dagmar Domenig, *Inseln transnationaler Mobilität. Freiwilliges Engagement in Vereinen mobiler Menschen in der Schweiz* (Genève, Zürich: Seismo, 2012).

⁴¹ Manuel Castells, *The Power of Identity* (Oxford: Blackwell, 1997), 337.

⁴² Emile Durkheim, *Le suicide: étude de sociologie* (Paris: PUF, 1991 [1897]), 436f.

⁴³ Les similitudes entre les diagnostics faites au début du 20e siècle et au 21e siècle sont étonnantes. Ambiance de transition, faiblesse réglementaire de l'Etat, incertitude concernant l'avenir, capitaux financiers turbulents, primat de la politique sociale urbaine et lassitude politique ne sont que quelques diagnostics propres aux sciences sociales classiques et contemporaines.

⁴⁴ Hartmut Häussermann, "The End of the European City?," *European Review* 13, no. 2 (2005).

⁴⁵ Adamson, Fiona B., Triadafilos Triadafilopoulos and Aristide R. Zolberg, "The Limits of the Liberal State: Migration, Identity and Belonging in Europe", in "Journal of Ethnic and Migration Studies", 37, no.6 (2011), 847.

⁴⁶ Stephan Leibfried and Wolfgang Voges, "Vom Ende Einer Ausgrenzung? — Armut und Soziologie," in "Armut im modernen Wohlfahrtsstaat," edited by Stephan Leibfried and Wolfgang Voges, *sonderheft Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie* (Köln: Westdeutscher Verlag) 32 (1992).

⁴⁷ Yuri Kazepov, "Cities of Europe: Changing Contexts, Local Arrangements and the Challenge to Urban Cohesion," in *Cities of Europe. Changing Contexts, Local Arrangements and the Challenge to Urban Cohesion*, ed. Yuri Kazepov, 3–42. Oxford: Blackwell, 2005), 18, 22.

⁴⁸ Ibid.

unstable labor markets, individualization of needs, segmented segregation – all point to rising struggles over citizenship. Less than ever can social rights be taken for granted. Fragmentation, flexibilization, and heterogeneity are indeed factors that foster social vulnerability and the spread of social risks, but these risks are not distributed evenly⁴⁹.

Que les villes assument des tâches de l'Etat social n'est pas dû à des raisons humanitaires, mais au fait que le contexte urbain ne supporte pas la pauvreté. Pour encourager l'innovation et l'investissement, les villes ont intérêt à combiner le développement urbain et la politique sociale de manière à attirer des « cerveaux » et du capital, et à favoriser ainsi les innovations, comme l'explique Hartmut Häussermann:

Denn die Skandalisierung von sozialer Spaltung und Marginalisierung trifft auf zwei Sensibilitäten: auf ein normatives politisches Bewusstsein bei Mitgliedern der Verwaltungen und bei politischen Repräsentanten („soziales Gewissen“) für die Notwendigkeit einer sozial ausgleichenden Stadtpolitik einerseits, andererseits auf die Furcht vor einem Negativimage der Stadt, das aus ‚schlechten Nachrichten‘ resultiert und das ‚Investitionsklima‘ oder die Attraktivität einer Stadt beeinträchtigen könnte.⁵⁰

L'érosion nationale du statut univoque de citoyen(ne) par l'augmentation de l'accès à des droits partiels dans les villes - notamment pour des groupes vulnérables, même sans droits civils - a renouvelé le débat sur les droits de citoyenneté. Divers concepts sont alors proposés, qui indiquent tous une suppression de la *pensée scalaire*⁵¹ des niveaux nationaux de la régulation de la citoyenneté et une liquéfaction⁵² de ces droits civiques:

- Le concept de la *citoyenneté différenciée*, développé par Iris Marion Young, attire surtout l'attention sur le fait que la distinction de la situation juridique est nécessaire pour trouver des solutions non discriminatoires dans une société complexe, avec tout autant de problèmes complexes. Contre le républicanisme uniformisant, aveugle aux différences, l'idée de la citoyenneté différenciée tente à prendre en considération – d'un point de vue juridique – différentes situations initiales⁵³.
- Le concept de la *citoyenneté urbaine*, développé par Engin F. Isin, reprend le sujet de la centralité politique des villes à l'ère globale⁵⁴ et complète la notion de différenciation par la concrétisation dans le contexte urbain. La ville n'est pas seulement *per definitionem* le lieu de la différence concentrée⁵⁵, mais elle devient aussi la scène de la politique sociale de la configuration post-nationale, qui doit développer des réponses pragmatiques à l'exclusion et à la vulnérabilité, des éléments en marge de la logique nationale.⁵⁶
- Le concept de la *citoyenneté plastique*, développé par Gabriella Lazaridis et Anna-Maria Konsta⁵⁷, thématise l'envers de la différenciation juridique, en mettant en exergue l'idée que les droits inégaux peuvent mener à la discrimination car la différenciation juridique reflète avant tout un déséquilibre

⁴⁹ Ibid., 33.

⁵⁰ Hartmut Häussermann, “Desintegration durch Stadtpolitik?,” *Aus Politik und Zeitgeschichte* no. 40-41 (2008): 20.

⁵¹ Engin F. Isin attire ainsi l'attention sur l'impossibilité de contrôler les loyautés de manière nationale: « Modern scalar thought is oriented toward cultivating a singular loyalty, belonging and patriotism and aims to control, regulate, administer and govern all other affective belongings, identification and attachments of its citizens. Yet, it cannot manage to do this precisely because of multiple loyalties, attachments and identifications that activate the citizen. Scalar thought contains the citizen but the citizen resists this containment because being a citizen is always more than being a member of the state or nation; and that is why it is always beyond the reach and capture of the state or nation ». Engin F. Isin, “City.State: Critique of Scalar Thought,” *Citizenship Studies* 11, no. 2 (2007): 224.

⁵² Le concept de *liquéfaction* est emprunté aux analyses de Bauman sur la *modernité volatile (liquide)*. Zygmunt Bauman, *Liquid Modernity* (Cambridge: Polity Press, 2000).

⁵³ Iris Marion Young, “Structural Injustice and the Politics of Difference,” in *Justice, Governance, Cosmopolitanism, and the Politics of Difference. Reconfigurations in a Transnational World*, ed. Kwame Anthony Appiah et al. (Berlin: Forschungsabteilung der Humboldt-Universität zu Berlin, 2007).

⁵⁴ Le *urban turn*; voir à ce sujet par exemple: Høgni Kalsø Hansen and Lars Winther, *The Urban Turn - And the Location of Economic Activities*. Lund: Lund University, Department of Social and Economic Geography, 2008. Gyan Prakash, “The Urban Turn,” in “The Cities of Everyday Life,” *Sarai Reader* no. 2 (2002).

⁵⁵ Rainer Bauböck, “Reinventing Urban Citizenship,” *Citizenship Studies* 7, no. 2 (2003); Engin F. Isin, *Democracy, Citizenship and the Global City* (New York: Routledge, 2000).

⁵⁶ Les villes sont surtout obligées à agir par rapport à la mobilité irrégulière. Dans ce domaine, on renvoie régulièrement (aussi de manière critique) au concept de *urban citizenship* (voir par exemple Monica W. Varsanyi, “Interrogating “Urban Citizenship” vis-à-vis Undocumented Migration,” *Citizenship Studies* 10, no. 2 (2006).

⁵⁷ Anna-Maria Konsta and Gabriella Lazaridis, “Civic Stratification, ‘Plastic’ Citizenship and ‘Plastic Subjectivities’ in Greek Immigration Policy,” *Journal of International Migration and Integration / Revue de l'integration et de la migration internationale* 11, no. 4 (2010).

dans les rapports de pouvoir entre ceux qui peuvent conférer des droits et ceux qui peuvent devenir victime de changements légaux, comme le relève Konstanta et Lazardis:

A plastic citizenship emerges, a citizenship that is fluid and flexible, easily altered by public authorities. [...] Here we apply the notion of plasticity in citizenship, implying that it emerges, when boundaries are blurred and processes of becoming or not are fluid, changing over time and influenced by notions of who should belong and who should not, who is entitled to what rights and who is not.⁵⁸

Le débat autour de ces concepts attire l'attention sur la multiplication future des formes juridiques, qui peuvent aussi bien améliorer les conditions de vie des personnes mobiles que les détériorer. Les réponses urbaines aux défis sociaux, au sens de la citoyenneté urbaine, laissent toutefois entrevoir l'augmentation des chances pour une vie digne des groupes vulnérables, et notamment par un accès élargi aux droits. En outre, les discours sur les droits supranationaux et internationaux semblent indiquer que les normes protectrices axées sur les droits de l'homme, se répandront davantage^{59, 60}.

Troisième tendance: de la perspective de « l'emprise étrangère »⁶¹ à l'innovation

La globalisation et la mobilité relativisent les appartenances nationales et favorisent l'orientation des personnes mobiles vers les villes. Nœuds de la mobilité et des centres de l'échange global⁶², les villes permettent en outre des expériences de vie définies dans le temps, qui en fin de compte, se révèlent être un avantage non seulement pour les individus mais aussi pour les villes elles-mêmes:

- pour les villes, dans la mesure où elles sont enrichies par les changements constants de la population. La mobilité sert à la fois le contexte urbain et les intérêts économiques de la ville qui, inspirée par la diversité, renforce l'orientation vers l'innovation⁶³, et
- pour les individus, dans la mesure où ils élargissent l'horizon de leur monde de la vie et développent une ouverture pragmatique ainsi que la tolérance par la rencontre de la diversité⁶⁴.

La diversité est de plus en plus à l'honneur et encouragée dans les villes; elles s'en servent même pour augmenter leur attractivité. Contrairement aux discussions politiques nationales – lors desquelles sont souvent menés des simulacres de combat et des pseudo-débats sur la culture et l'identité nationales – les villes s'engagent progressivement dans la voie de la métalogue de la différence comme identité⁶⁵. Le plurilinguisme y est la norme et la diversité des styles de vie est considérée comme typiquement urbaine et favorable à l'innovation. Dès lors, l'identité urbaine et les défis de la ville riment avec leur développement dans l'acceptation et le respect de la diversité de même que dans l'expression de son vécu de manière ponctuelle, constructive, et non pas isolationniste⁶⁶.

Les ethnicisations de l'Etat-nation – qui perdurent encore de nos jours et qui ont été même renforcées par le développement des instruments de l'Etat social liés à la citoyenneté⁶⁷ – conduisent à des modèles xénophobes de refus, en opposition avec le discours urbain sur la différence et l'innovation.⁶⁸ Cela a pour conséquence une ambivalence fondamentale entre les politiques nationales de l'adaptation identitaire et la politique urbaine de la différence. Autrement dit, les villes deviennent

⁵⁸ Ibid., 368.

⁵⁹ Gershon Shafir and Alison Brysk, "The Globalization of Rights: From Citizenship to Human Rights," *Citizenship Studies* 10, no. 3 (2006).

⁶⁰ Les débats juridiques qui visent à établir des droits de mobilité, ne permettant pas seulement une protection au lieu de vie mais aussi pendant la mobilité, méritent une attention particulière (comme le demandent par exemple les directives de l'ILO. International Labour Organization (ILO), *International Labour Migration. A Rights-based Approach* (Geneva: International Labour Organization, 2010), 263. Voir aussi les discussions sur les Etats de transit de Christina Oelgemöller.

⁶¹ (Mahnig, 1991:103).

⁶² Saskia Sassen, "Locating Cities on Global Circuits," *Environment and Urbanization* 14, no. 1 (2002): 29.

⁶³ Richard Florida, *Who's Your City? How the Creative Economy Is Making Where to Live the Most Important Decision of Your Life* (New York: Basic Books, 2008)

⁶⁴ Thomas F. Pettigrew et al., "Recent Advances in Intergroup Contact Theory," *International Journal of Intercultural Relations* 35, no. 3 (2011); Maurice Crul, "Super-diversity vs. Assimilation: How Complex Diversity in Majority-minority Cities Challenges the Assumptions of Assimilation," *Journal of Ethnic and Migration Studies* 42, no. 1 (2016).

⁶⁵ Sandercock, "Towards a Cosmopolitan Urbanism."

⁶⁶ Sandercock, *Towards Cosmopolis: Planning for*; Sandercock, "When Strangers Become Neighbours."

⁶⁷ Andreas Wimmer, *Nationalist Exclusion and Ethnic Conflict. Shadows of Modernity* (Cambridge: Cambridge University Press, 2002).

⁶⁸ Comme le montre Stephen Nagy 2008 au sujet du Japon. Stephen-Robert Nagy, "National Exclusion, Local Inclusion: Examining the Disconnect between National Immigration Policies and Local Integration Policies," *Revue européenne des migrations internationales* 24, no. 3 (2008).

des « adversaires » qui développent leurs propres politiques de la mobilité et de ce fait, vont à l'encontre de cette tendance vers l'adaptation. Cela peut prendre différentes formes: lignes directrices, campagnes internationales relatives à l'attractivité de la ville ou encore des politiques urbaines proactives qui soulignent les différences et l'inclusion institutionnelle de la diversité. Ceci explique pourquoi la Suisse par exemple – généralement perçue comme conservatrice et xénophobe – a tout de même des villes à l'instar de Zürich, ouverte au monde et tolérante, ou de CERN à Genève, où on édite des *Guidelines for newcomers* qui servent l'objectif suivant:

The aim of this guide is to prepare you for these changes, to help you settle in and integrate as well as possible in your new environment and to answer to all sorts of questions during your stay at CERN.⁶⁹
(European Organisation for Nuclear Research)

Ces *guidelines* sont de véritables aides à l'inclusion. Ils se concentrent sur des informations techniques – au sujet des assurances sociales, des musées municipaux ou les différentes offres religieuses dans la ville – et renoncent à donner des indications sur une « culture genevoise », quelle que soit sa définition.

Quatrième tendance: de la politique d'asile à la coopération au développement

Dans la littérature scientifique, le domaine de la politique d'asile est systématiquement associé à la coopération au développement et à la médiation de conflits. Peu d'autres domaines de la politique migratoire connaissent la même approche du court terme et sont constamment confrontés à l'échec⁷⁰. C'est pourquoi les décisions politiques y relatives, semblent davantage mues par la politique intérieure que par la politique d'asile. Une importante étude du Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population (SFM) a montré, il y a quelques années déjà, que les renforcements dans ce domaine n'ont d'effet sur le nombre de demandes qu'à court terme, à savoir le temps que tous les autres pays introduisent les mêmes mesures⁷¹. A cela s'ajoute le fait que les mesures unilatérales non coordonnées à l'échelle européenne, ont mené à une complexification de l'accès à l'asile⁷², alors que les décisions des requérants d'asile de déposer leur demande dans un pays européen précis ne dépendent guère des politiques de régulation – comme l'explique aussi Eric Neumayer⁷³ – mais bien d'autres facteurs. Parmi ceux-ci il y a principalement les relations coloniales existantes, la langue et la proximité géographique, ce qui appuie l'hypothèse de *réseaux de migration*⁷⁴.

Il en va de même de la migration irrégulière. Les personnes migrantes qui empruntent cette voie ne rejoignent que rarement les pays européens via le système d'asile ou dans le meilleur des cas, seulement pour une période limitée dans le temps⁷⁵. Ainsi, des régulations contradictoires et des tendances à une approche de politique intérieure sont souvent la règle dans le développement de mesures relatives à l'asile.

Stephen Castles indique dans son bilan des politiques migratoires que les intérêts économiques et politiques s'imbriquent lorsqu'il est question de l'asile:

Finally, it is important to realize that the declared objectives of states are often quite misleading. They are driven both by the need to maintain legitimacy and the unwillingness to face up to past policy failures. Policies that claim to exclude undocumented workers may often really be about allowing them in through side doors and back doors, so that they can be more readily exploited. This, in turn, could be seen as an attempt to create a transnational working class, stratified not only by skill and ethnicity, but also by legal status.⁷⁶

⁶⁹ European Organisation for Nuclear Research (CERN), "CERN Guide for Newcomers," October 6, 2017, ph-dep-usersoffice.web.cern.ch/ph-dep-usersoffice/NewcomersGuide/Welcome.html.

⁷⁰ Stephen Castles, "Why Migration Policies Fail," *Ethnic and Racial Studies* 27, no. 2 (2004): 221.

⁷¹ Denise Efiouyi-Mäder et al., *Asyldestination Europa: eine Geographie der Asylbewegungen* (Zürich: Seismo, 2001).

⁷² Voir aussi Luc Legoux, "Asile, immigration: réconcilier les Droits de l'homme et ceux du citoyen," *Revue européenne des migrations internationales* 22, no. 2 (2006).

⁷³ Eric Neumayer, "Asylum Destination Choice: What Makes Some West European Countries More Attractive Than Others?," *European Union Politics* 5, no. 2 (2004): 175.

⁷⁴ Peder J., Pedersen et al., "Selection and Network Effects—Migration Flows into OECD Countries 1990–2000," *European Economic Review* 52, no. 7 (2008).

⁷⁵ Liza Schuster démontre de façon saisissante comment, par exemple, des requérants d'asile de l'Afghanistan deviennent des immigrants illégaux en Europe. Liza Schuster, "Turning Refugees into 'Illegal Migrants': Afghan Asylum Seekers in Europe," *Ethnic and Racial Studies* 34, no. 8 (2011).

⁷⁶ Castles "Why Migration," 223.

L'hypothèse de Castles, à savoir que les impératifs économiques jettent finalement une ombre sur les politiques migratoires, n'est nullement nouvelle. James Hollifield en parlait déjà dans la reconstruction de la politique migratoire de l'après-guerre, en les qualifiant de *paradoxe libéral*:

Since the end of World War II, international economic forces (trade, investment, and migration) have been pushing states towards greater openness, while the international state system and powerful (domestic) political forces push states towards greater closure. This is a liberal paradox because it highlights some of the contradictions inherent in liberalism, which is the quintessentially modern political and economic philosophy and a defining feature of globalization.⁷⁷

Si nous considérons ce paradoxe au pied de la lettre, comme le suggère aussi Khalid Koser⁷⁸, cela signifie que les tentatives de régulation dans les schémas de pensée intérieure aux nations (complication de l'accès, aides au retour, contrôles, etc.), n'ont que peu de chances d'influencer la mobilité transnationale, régulière et irrégulière, qui n'est par ailleurs pas qu'exploitée donc tolérée⁷⁹, mais qui est aussi capable de constamment contourner les régulations restrictives.⁸⁰

C'est la raison pour laquelle, depuis les années 1990, les recherches scientifiques tentent de dépasser la pensée nationale, notamment dans le domaine de la mobilité irrégulière. C'est également à partir de cette période-là que l'Union européenne développe des lignes directrices en matière de politique migratoire – pour réguler la migration extra-européenne – qui remplacent les compétences nationales. Le rapport entre la migration et la coopération au développement – le *migration-development nexus* – est dès lors établi mais aussi accompagné de mesures concrètes, conformément à l'idée que des aides ciblées aux pays en voie de développement dissuadent de la volonté de migrer.

Ainsi depuis 2007, l'UE préconise et œuvre à une nouvelle politique qui ne vise plus seulement la protection des personnes migrantes, mais également le ralliement de la coopération au développement, le rapprochement entre la politique migratoire et l'échange des connaissances, et enfin, le remplacement des accords de réadmission. Ces *partenariats pour la mobilité* – semblables aux partenariats migratoires suisses – sont des instruments bilatéraux et visent, en réalité, le contrôle de la mobilité irrégulière, en échange des possibilités de mobilité circulaire et d'aides économiques entre deux pays⁸¹. Ils favorisent de façon ciblée certaines régions et la mobilité régulière de personnes, sans qu'ils se rapportent pour autant à des individus, mais en laissant la régulation coordonnée et concrète aux institutions et aux organisations. Alejandro Portes résume ce type de stratégie coopérative en cinq points:

[...] such managed programmes can be constructed on the basis of five general principles: (1) Cyclical labour flows, both of professionals and of manual workers, are generally preferable to permanent out-migration. (2) The cyclical character of migration should be grounded on a schedule of real incentives in both receiving and sending nations, so that return is voluntary and not coerced. (3) Governments of advanced nations should seek to cooperate with their sending country counterparts in creating the necessary infrastructure of health, education, and investment opportunities for families of migrant workers to remain at home and for migrants to be motivated to return. (4) Similar support should be provided in the construction of scientific and technological facilities which can receive returned migrant professionals and benefit from their knowledge transfers. (5) For migrants who settle permanently abroad, facilities should be created so that they can transform their journey into a cyclical one themselves through transnational investments and philanthropic activities at home.⁸²

Avec ces nouveaux instruments, les logiques nationales deviennent des logiques binationales, ce qui d'une part, augmente les chances de trouver des solutions qui profitent à tous les partenaires, et d'autre part, met fin aux tendances nationales purement utilitaristes⁸³. Cependant un grand point

⁷⁷ James Frank Hollifield, *Immigrants, Markets, and States: The Political Economy of Postwar Europe* (Cambridge, Mass. [etc.]: Harvard University Press, 1992), 886.

⁷⁸ Khalid Koser, "Refugees, Transnationalism and the State," *Journal of Ethnic and Migration Studies* 33, no. 2 (2007): 250.

⁷⁹ Alice Bloch and Milena Chimienti, "Irregular Migration in a Globalizing World," *Ethnic and Racial Studies* (April 2011).

⁸⁰ Voir à ce sujet par exemple: Alexis Bassolé, *L'agir clandestin. Agentivité de migrants ouest africains* (Genève; Zürich: Seismo, 2013) et Ellie Vasta, "Immigrants and the Paper Market: Borrowing, Renting and Buying Identities," *Ethnic and Racial Studies* 34, no. 2 (2011).

⁸¹ Commission of the European Communities, *Mobility Partnerships as a Tool of the Global Approach to Migration* Commission (Commission Staff Working Document) SEC (2009) 1240 final, Brussels, 18.09.2009.

⁸² Alejandro Portes, "Migration and Development: Reconciling Opposite Views," *Ethnic and Racial Studies* 32, no. 1 (2009): 19.

⁸³ Ce n'est pas pour autant un pas en direction de la régulation internationale de la mobilité. Celui-ci se profile certes si l'on regarde des documents de la World Trade Organization (WTO), des Nations Unis, de l'UE et d'autres organisations supranationales régionales (Global Commission on International Migration (GCIM), *Migration in an Interconnected World*:

d'interrogation demeure sur la question des limites des Etats défailants, corrompus ou nationalistes et leur rôle à jouer dans la promotion du changement dans un monde empreint de relations locales.

Les expériences qui se fondent sur des partenariats concrets d'organisations locales sont néanmoins considérées comme prometteuses. Les exemples de collaboration entre différents acteurs - associations de personnes mobiles, organismes économiques, organisations à but non lucratif ou encore les villes et les régions - témoignent du fait que des solutions durables peuvent être trouvées si l'on s'appuie sur la connaissance concrète d'un territoire couplée d'une réponse réelle aux intérêts en matière de coopération au développement.⁸⁴

Conclusion

L'évolution de la politique migratoire, telle que nous l'avons vue, dessine les principales tendances de la recherche et des discussions scientifiques à ce sujet. Les ambivalences relatives aux décideurs et aux orientations données aux politiques migratoires sont transversales aux résultats de la recherche dans le domaine de la mobilité et de la migration, et participent de l'incohérence générale. Pourtant, une idée constante et persistante se dégage: la migration de l'Afrique est principalement vue comme un problème, et le pluralisme urbain comme une menace, contrée par la mise en place des contrats d'intégration et des tests de naturalisation⁸⁵.

L'affaiblissement des réglementations nationales participent du renforcement des affrontements symboliques, notamment dans le domaine de la migration (et de la justice), et mènent à des débats sur la relation causale entre, par exemple, les problèmes écologiques et la migration.

Dès lors, les tendances présentées dans cet article, peuvent être considérées comme des orientations possibles à l'élaboration des politiques en matière de migration ou à la communication avec les politiques existantes. Elles peuvent, par la même occasion, évaluer les chances qu'une décision a de l'emporter sur une autre. Être en mesure de savoir si celle-ci est compatible ou va à l'encontre de ces tendances permettrait au moins, de faire face, de manière plus consciente, aux conséquences imprévisibles mais également aux résistances émergentes ou déjà existantes face au phénomène migratoire.

New Directions for Action (Report of the Global Commission on International Migration), mais beaucoup de projets discutés dans ces documents sont encore aux premiers balbutiements.

⁸⁴ Voir par exemple Jenny Maggi et al., *Migrations transnationales sénégalaises, intégration et développement. Le rôle des associations de la diaspora à Milan, Paris et Genève*, Coll. Sociograph-Sociological Research, Study n°15 (Genève, Département de sociologie, 2013) ou Eva Østergaard-Nielsen "Codevelopment and Citizenship: The Nexus between Policies on Local Migrant Incorporation and Migrant Transnational Practices in Spain." *Ethnic and Racial Studies* 34, no. 1 (2011).

⁸⁵ Stephen Castles, "Why Migration Policies Fail," *Ethnic and Racial Studies* 27, no. 2 (2004): 7.

BIBLIOGRAPHIE

- Achermann, Christin und Stefanie Gass. *Staatsbürgerschaft und soziale Schliessung eine rechtsethnologische Sicht auf die Einbürgerungspraxis der Stadt Basel*. Zürich: Seismo, 2003.
- Adamson, Fiona B., Triadafilos Triadafilopoulos und Aristide R. Zolberg. "The Limits of the Liberal State: Migration, Identity and Belonging in Europe." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 37, no. 6 (2011): 843–859.
- Agustín, Laura. "Forget Victimization: Granting Agency to Migrants." *development* 46, no. 3 (2003): 30–36.
- Bakewell, Oliver. "'Keeping Them in Their Place': The Ambivalent Relationship between Development and Migration in Africa." *Third World Quarterly* 29, no. 7 (2008): 1341–1358.
- Bassolé, Alexis. *L'agir clandestin. Agentivité de migrants ouest africains*. Genève; Zürich: Seismo, 2013.
- Bauböck, Rainer. "Reinventing Urban Citizenship." *Citizenship Studies* 7, no. 2 (2003): 139–160.
- Bauman, Zygmunt. *Liquid Modernity*. Cambridge: Polity Press, 2000.
- Beck, Ulrich und Edgar Grande. *Das kosmopolitische Europa. Gesellschaft und Politik in der zweiten Moderne*. Frankfurt am Main: Suhrkamp, 2004.
- Blatter, Joachim. "Dual Citizenship and Theories of Democracy." *Citizenship Studies* 15, no. 6-7 (2011): 769–798.
- Bloch, Alice, and Milena Chimienti. "Irregular Migration in a Globalizing World." *Ethnic and Racial Studies* (April 2011): 1–15.
- Budde, Rüdiger, Christoph Ehlert, Uwe Neumann, and Matthias Peistrup. *Second State of European Cities Report*. Essen: Rheinisch-Westfälisches Institut für Wirtschaftsforschung, 2010.
- Carnazzi Weber, Sara, and Sylvie Golay. *Interne Migration in der Schweiz*. Bundesamt für Statistik (BFS). Neuchâtel: BFS, 2005.
- Castells, Manuel. *The Power of Identity*. Oxford: Blackwell, 1997.
- Castells, Manuel. *The Rise of the Network Society*. Oxford: Blackwell Publishers, 2010 [1996].
- Castles, Stephen. "Why Migration Policies Fail." *Ethnic and Racial Studies* 27, no. 2 (2004): 205–227.
- Castles, Stephen. "Migration and Social Transformation." *Working Papers* no. 1 (2008). London: LSE Migration Studies Unit, 2008.
- Castles, Stephen. "Understanding Global Migration: A Social Transformation Perspective." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 36, no. 10 (2010): 1565–1586.
- Castles, Stephen, and Mark J. Miller. *The Age of Migration. Fourth Edition: International Population Movements in the Modern World*. New York; London: Guilford Press, 2009.
- Cattacin, Sandro. "Difference as Unity – On the Americanization of European Migration Policies." In *Multiculturalisms: Different Meanings and Perspectives of Multiculturalism in a Global World*, edited by Pozzo, Barbara, 181–198. Bern: Stämpfli, 2009.
- Cattacin, Sandro, and Dagmar Domenig. *Inseln transnationaler Mobilität. Freiwilliges Engagement in Vereinen mobiler Menschen in der Schweiz*. Genève, Zürich: Seismo, 2012.
- Cattacin, Sandro, Rosita Fibbi, and Philippe Wanner (eds). *The New Second Generation. Special Issue of the Swiss Sociological Review*. Zurich: Seismo, 2016.
- Centlivres, Pierre. *Devenir Suisse. Adhésion et diversité culturelle des étrangers en Suisse*. Genève: Georg: 1990.
- Commission of the European Communities. *Mobility Partnerships as a Tool of the Global Approach to Migration Commission*. Commission Staff Working Document. SEC (2009) 1240 final. Brussels, 18.09.2009.
- Cooper, Julian. "Of BRICs and Brains: Comparing Russia with China, India, and Other Populous Emerging Economies." *Eurasian Geography and Economics* 47, no. 3 (2006): 255–284.
- Crul, Maurice. "Super-diversity vs. Assimilation: How Complex Diversity in Majority–minority Cities Challenges the Assumptions of Assimilation." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 42, no. 1 (2016): 54–68.
- Cucca, Roberta, and Costanzo Ranci. "Sviluppo e disuguaglianze. Monaco, Barcellona, Copenhagen e Lione a confronto." *Territorio* 61 (2012): 17–25.

- Duchêne-Lacroix, Cédric, and Pascal Maeder. "La multilocalité d'hier et d'aujourd'hui entre contraintes et ressources, vulnérabilité et résilience." In *Hier und dort: Ressourcen und Verwundbarkeiten in multilokalen Lebenswelten*, edited by Duchêne-Lacroix, Cédric und Pascal Maeder (Hg.), 2013. Basel: Itinera.
- Durkheim, Emile. *Le suicide: étude de sociologie*. Paris: PUF, 1991 [1897].
- Efionayi-Mäder, Denise, Milena Chimienti, Janine Dahinden und Etienne Piguet. *Asyldestination Europa: eine Geographie der Asylbewegungen*. Zürich: Seismo, 2001.
- European Organisation for Nuclear Research (CERN). "CERN Guide for Newcomers.", accessed October 4, 2017. ph-dep-usersoffice.web.cern.ch/ph-dep-usersoffice/NewcomersGuide/Welcome.html.
- Faist, Thomas. "Towards Transnational Studies: World Theories, Transnationalisation and Changing Institutions." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 36, no. 10 (2010): 1665–1687.
- Fibbi, Rosita, and Gianni D'Amato. "Transnationalisme des migrants en Europe: une preuve par les faits." *Revue européenne des migrations internationales* 24, no. 2 (2008): 7–22.
- Florida, Richard. *Who's Your City? How the Creative Economy Is Making Where to Live the Most Important Decision of Your Life*. New York: Basic Books, 2008.
- Florida, Richard L. *Cities and the Creative Class*. New York; London: Routledge, 2005.
- Global Commission on International Migration (GCIM). *Migration in an Interconnected World: New Directions for Action*. Report of the Global Commission on International Migration. Geneva: GCIM, 2005.
- Glick Schiller, Nina, and Noel B. Salazar. "Regimes of Mobility Across the Globe." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 39, 2 (2013): 183–200.
- Häussermann, Hartmut. "The End of the European City?." *European Review* 13, no. 2 (2005): 237–249.
- Häussermann, Hartmut. "Desintegration durch Stadtpolitik?." *Aus Politik und Zeitgeschichte* no. 40-41 (2008): 14–22.
- Hoffmann-Nowotny, Hans-Joachim. *Migration: ein Beitrag zu einer soziologischen Erklärung*. Stuttgart: F. Enke, 1970.
- Hollifield, James Frank. *Immigrants, Markets, and States : The Political Economy of Postwar Europe*. Cambridge, Mass. [etc.]: Harvard University Press, 1992.
- International Labour Organization (ILO). *International Labour Migration. A Rights-based Approach*. Geneva: International Labour Organization, 2010.
- International Organization for Migration (IOM). *World Migration Report 2015. Migrants and Cities: New Partnerships to Manage Mobility*. Geneva: International Organization for Migration, 2015.
- Isin, Engin F. "City.State: Critique of Scalar Thought." *Citizenship Studies* 11, no. 2 (2007): 211–228.
- Isin, Engin F. *Democracy, Citizenship and the Global City*. New York: Routledge, 2000.
- Joppke, Christian. "Transformation of Citizenship: Status, Rights, Identity." *Citizenship Studies* 11, no. 1 (2007): 37–48.
- Kalir, Barak. "Moving Subjects, Stagnant Paradigms: Can the 'Mobilities Paradigm' Transcend Methodological Nationalism?." *Journal of Ethnic and Migration Studies* (2012): 1–17.
- Kalsø Hansen, Høgni, and Lars Winther. *The Urban Turn - And the Location of Economic Activities*. Lund: Lund University, Department of Social and Economic Geography, 2008.
- Kazepov, Yuri. "Cities of Europe: Changing Contexts, Local Arrangements and the Challenge to Urban Cohesion." In *Cities of Europe. Changing Contexts, Local Arrangements and the Challenge to Urban Cohesion*, edited by Yuri Kazepov, 3–42. Oxford: Blackwell, 2005.
- King, Russel. "Towards a New Map of European Migration." *International Journal of Population Geography* no. 8 (2002): 89–106.
- Konsta, Anna-Maria, and Gabriella Lazaridis. "Civic Stratification, 'Plastic' Citizenship and 'Plastic Subjectivities' in Greek Immigration Policy." *Journal of International Migration and Integration / Revue de l'integration et de la migration internationale* 11, no. 4 (2010): 365–382.
- Koser, Khalid. "Refugees, Transnationalism and the State." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 33, no. 2 (2007): 233–254.
- Legoux, Luc. "Asile, immigration: réconcilier les Droits de l'homme et ceux du citoyen." *Revue européenne des migrations internationales* 22, no. 2 (2006): 95–103.

- Leibfried, Stephan, and Wolfgang Voges. "Vom Ende Einer Ausgrenzung? — Armut und Soziologie." In "Armut im modernen Wohlfahrtsstaat," edited by Stephan Leibfried and Wolfgang Voges, sonderheft *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie* (Köln: Westdeutscher Verlag) 32 (1992): 9–33.
- Maggi, Jenny, Dame Sarr, Eva Green, Oriane Sarrasin, Anna Ferro. *Migrations transnationales sénégalaises, intégration et développement. Le rôle des associations de la diaspora à Milan, Paris et Genève*. Coll. Sociograph-Sociological Research, Study no. 15. Genève, Département de sociologie, 2013.
- Mahnig, Hans. "La politique suisse à l'égard des étrangers", Institut d'études politiques, Paris, 1991.
- Martinez-Fernandez, Cristina. *Demographic Change and Local Development Shrinkage, Regeneration and Social Dynamics*. Paris: OECD Publishing, 2012.
- Missaoui, Lamia, and Alain Tarrius. "Villes et migrants, du lieu-monde au lieu-passage." *Revue européenne des migrations internationales* 22, no. 2 (2006): 43–65.
- Mügge, Liza. "Dual Nationality and Transnational Politics." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 38, no. 1 (2012): 1–19.
- Nagy, Stephen-Robert. "National Exclusion, Local Inclusion: Examining the Disconnect between National Immigration Policies and Local Integration Policies." *Revue européenne des migrations internationales* 24, no. 3 (2008): 31–51.
- Nedelcu, Mihaela. "Migrants' New Transnational Habitus: Rethinking Migration through a Cosmopolitan Lens in the Digital Age." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 38, 9 (2012): 1339–1356.
- Neumayer, Eric. "Asylum Destination Choice: What Makes Some West European Countries More Attractive Than Others?." *European Union Politics* 5, no. 2 (2004): 155–180.
- van Nimwegen, Nico, and Rob van der Erf. "Europe at the Crossroads: Demographic Challenges and International Migration." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 36, no. 9 (2010): 1359–1379.
- Oelgemöller, Christina. "'Transit' and 'Suspension': Migration Management or the Metamorphosis of Asylum-Seekers into 'Illegal' Immigrants." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 37, no. 3 (2011): 407–424.
- Østergaard-Nielsen, Eva. "Codevelopment and Citizenship: The Nexus between Policies on Local Migrant Incorporation and Migrant Transnational Practices in Spain." *Ethnic and Racial Studies* 34, no. 1 (2011): 20–39.
- Pedersen, Peder J., Mariola Pytlikova, and Nina Smith. "Selection and Network Effects—Migration Flows into OECD Countries 1990–2000." *European Economic Review* 52, no. 7 (2008): 1160–1186.
- Pettigrew, Thomas F., Linda R Tropp, Ulrich Wagner, and Oliver Christ. "Recent Advances in Intergroup Contact Theory." *International Journal of Intercultural Relations* 35, no. 3 (2011): 271–280.
- Portes, Alejandro. "Migration and Development: Reconciling Opposite Views." *Ethnic and Racial Studies* 32, no. 1 (2009): 5–22.
- Prakash, Gyan. "The Urban Turn." In "The Cities of Everyday Life." *Sarai Reader* no. 2 (2002): 2–7.
- Richard L. Florida, *Cities and the Creative Class* (New York; London: Routledge, 2005).
- Ronkainen, Jussi Kasper. "Mononationals, Hyphenationals, and Shadow-nationals: Multiple Citizenship as Practice." *Citizenship Studies* 15, no. 2 (2011): 247–263.
- Saïd, Edward. *Orientalism*. London: Routledge & Kegan Paul, 1978.
- Sandercock, Leonie. *Towards Cosmopolis: Planning for Multicultural Cities*. Chichester, England; New York: J. Wiley, 1998.
- Sandercock, Leonie. "When Strangers Become Neighbours: Managing Cities of Difference." *Planning Theory and Practice* 1, no. 1 (2000): 13–30.
- Sandercock, Leonie. "Towards a Cosmopolitan Urbanism." in vol. 1 of *Dialogues in Urban and Regional Planning*, edited by Thomas L. Harper, Michael Hibbard, Heloisa Costa, and Anthony Gar-On Yeh, 38–57. Milton Park: Routledge, 2011.

- Sanderson, Matthew R. (2012). "Does Immigration Promote Long-Term Economic Development? A Global and Regional Cross-National Analysis, 1965–2005." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 39(1): 1–30.
- Sartori, Fabio. "Acquisitions of Citizenship on the Rise in 2009." *Eurostat - statistics in focus* 24 (2011): 1–11.
- Sassen, Saskia. "Locating Cities on Global Circuits." *Environment and Urbanization* 14, no. 1 (2002): 13–30.
- Schuster, Liza. "Turning Refugees into 'Illegal Migrants': Afghan Asylum Seekers in Europe." *Ethnic and Racial Studies* 34, no. 8 (2011): 1392–1407.
- Shafir, Gershon, and Alison Brysk. "The Globalization of Rights: From Citizenship to Human Rights." *Citizenship Studies* 10, no. 3 (2006): 275–287.
- Shen, Jianfa. "Increasing Internal Migration in China from 1985 to 2005: Institutional versus Economic Drivers." *Habitat International* 39 (2013): 1–7.
- Simon, Gildas. "Migrations, la spatialisation du regard." *Revue européenne des migrations internationales* 22, no. 2, (2006): 9–21.
- Tarrius, Alain. *La mondialisation par le bas: Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*. Paris: Balland, 2002.
- Varsanyi, Monica W. "Interrogating "Urban Citizenship" vis-à-vis Undocumented Migration." *Citizenship Studies* 10, no. 2 (2006): 229–249.
- Vasta, Ellie. "Immigrants and the Paper Market: Borrowing, Renting and Buying Identities." *Ethnic and Racial Studies* 34, no. 2 (2011): 187–206.
- Vink, Maarten P., and Gerard-René De Groot. "Citizenship Attribution in Western Europe: International Framework and Domestic Trends." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 36, no. 5 (2010): 713–734.
- Viry, Gil. "Residential Mobility and the Spatial Dispersion of Personal Networks: Effects on Social Support." *Social Networks* 34, no. 1 (2012): 59–72.
- Weiner, Myron. *The Global Migration Crisis: Challenge to States and to Human Rights*. New York: HarperCollins College Publishers, 1995.
- Wimmer, Andreas. *Nationalist Exclusion and Ethnic Conflict. Shadows of Modernity*. Cambridge: Cambridge University Press, 2002.
- Yeğenoğlu, Meyda. "Cosmopolitanism and Nationalism in a Globalized World." *Ethnic and Racial Studies* 28, no. 1 (2005): 103–131.
- Young, Iris Marion. "Structural Injustice and the Politics of Difference." In *Justice, Governance, Cosmopolitanism, and the Politics of Difference. Reconfigurations in a Transnational World*, edited by Kwame Anthony Appiah, Seyla Benhabib, Iris Marion Young, and Nancy Fraser, 79–116. Berlin: Forschungsabteilung der Humboldt-Universität zu Berlin, 2007.